

ASSEMBLÉE NATIONALE

24 novembre 2023

SUITES DE LA CONFÉRENCE SUR L'AVENIR DE L'EUROPE - (N° 1526)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 46

présenté par

M. Clouet, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Éliisa Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreñoir, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter

ARTICLE UNIQUE

À la fin de l'alinéa 23, substituer aux mots :

« poursuite et l'approfondissement du système des panels citoyens »

les mots :

« mise en œuvre d'une véritable initiative législative citoyenne ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, le groupe parlementaire LFI-NUPES, estime qu'il y a urgemment besoin de réviser les traités, pour mettre fin aux politiques de privatisation à outrance, de concurrence partout, tout le temps, et de destruction de nos services publics. Ce n'est pas le sens du texte ici proposé.

Nous estimons par ailleurs que toute révision des traités doit être effectuée dans le cadre d'un processus démocratique impliquant au maximum les citoyens des différents Etats membres. Une

consultation citoyenne ne remplacera jamais l'expression de l'ensemble des citoyens par la voie d'un référendum.

Aucune conclusion ne semble avoir été tirée de 2005 et de l'hostilité croissante des européens vis-à-vis de leurs institutions européennes.

Nous demandons par conséquent par le biais de cet amendement que soit mise en place une véritable initiative législative européenne. Nous voulons obliger l'Union européenne, une bonne fois pour toutes, à prendre réellement en compte les avis de l'ensemble des Européens, par des voies démocratiques.